



Ils s'ajoutent aux élèves militaires tel qu'indiqué par le Mindef Joseph Beti Assomo, qui annonce leur remplacement par des candidats ayant composé. C'était vendredi dernier à Yaoundé.

Huit élèves officiers de l'Ecole militaires interarmées (Emia), sont radiés des rangs, pour faux diplômes, comme ce fut le cas pour les élèves sous-officiers, élèves militaires et gendarmes, suite à la mesure prise la semaine dernière par le ministre délégué à la présidence de la République chargé de la Défense, Joseph Beti Assomo. Le Mindef annonce que ceux-ci seront immédiatement remplacés par des candidats ayant composé, et met en garde ces personnes non habilitées qui tentent parfois de travestir les résultats. *« Des dispositions sont en train d'être prises pour remplacer les faussaires par des candidats ayant composé. Croyez-moi, ils sont plus de 100.000 et qui remplissent toutes les conditions physiques et intellectuelles requises. L'armée souhaite mener cette opération en toute objectivité sans parasitage aucun, des personnes non habilitées qui tentent parfois de travestir, d'influencer les résultats et concours par des démarches souterraines et inappropriées »*, précise Joseph Beti Assomo. Au total 929 personnels en formation dont huit élèves officiers, 898 recrues soldats et élèves gendarmes, 43 sous-officiers pour le compte de la gendarmerie et des armées radiés des effectifs. Ceux-ci étaient détenteurs de faux diplômes de Bepc, probatoire, baccalauréat, Gce Advanced Level, Gce Ordinary level, Licences et Masters.

Une décision qui vise à éveiller la conscience des candidats et aspirants à la carrière militaire dans les armées et la gendarmerie. « L'armée ne saurait admettre dans leurs rangs des tricheurs et des faussaires qui tentent d'y accéder par des moyens illégaux. Des enquêteurs de demain, et les défenseurs de la loi et de l'ordre ne sauraient être avant d'entrer dans les rangs, des délinquants nantis de faux diplômes, alors que de jeunes Camerounais méritants, titulaires de diplômes authentiques sont laissés à la porte lors des concours et des recrutements. Je le dis sans ambages, la tolérance zéro sera de rigueur en la matière », a martelé le Mindef.

La supercherie a été découverte au terme de minutieuses, longues et vigoureuses vérifications auprès des administrations et institutions chargées de la gestion des examens officiels. Tant au Cameroun que dans les pays voisins et dans d'autres pays bien éloignés, où il a fallu parfois dépêcher des missions du Mindef partis de Yaoundé. Occasion pour le Mindef de remercier la contribution des administrations et institutions. « Ce processus a bénéficié de tous les soins, toutes les attentions et tout le temps qu'il fallait. Nous tenons à remercier solennellement les administrations et institutions scolaires et universitaires qui nous ont apporté leur collaboration dans cette opération », indique Joseph Beti Assomo.

Le Jour